

Diffusion de l'information

Durant 25 ans, l'OIBT a joué un rôle important pour faire connaître la GDF, en encourageant le développement d'industries forestières durables et en rendant le commerce des bois tropicaux plus transparent, autant d'objectifs clés de l'Organisation qui sont entérinés dans les accords qui la régissent.

La publication phare de l'OIBT, *Actualités des Forêts Tropicales (AFT)*, est parue pour la première fois en 1991 avec pour ligne éditoriale de promouvoir la conservation des forêts tropicales et le développement durable basé sur les forêts tropicales. Depuis, elle s'est employée à faire connaître les améliorations liées à tous les aspects de la gestion des forêts, a diffusé des exemples des meilleures pratiques et encouragé des réformes politiques afin de traiter des dossiers tels que le régime foncier des forêts et les droits, la conservation de la biodiversité, l'application de la législation forestière, le développement de l'industrie, la certification forestière ou encore l'investissement. La version papier de l'AFT est diffusée en anglais, français et espagnol auprès de plus de 15 000 abonnés, et sa version électronique est fréquemment téléchargée sur le site de l'OIBT.

Le Service d'information sur le marché (MIS) de l'OIBT existe depuis 1992. Il publie le *Tropical Timber market Report* toutes les deux semaines dans le but de rendre plus transparent le marché international des bois



tropicaux. Ce rapport donne les tendances du marché et des informations sur les échanges dans le monde entier, ainsi que les prix indicatifs de plus de 400 bois et produits à valeur ajoutée d'origine tropicale.

« L'AFT est un bulletin tout à fait instructif. Il m'a offert une bonne sélection d'articles sur des sujets pointus et pertinents durant la dizaine d'années que j'ai pu le lire. Ses présentations de livres et annonces des conférences m'ont également été très utiles. Lors de mes fonctions précédentes d'enseignant à l'université, il m'est arrivé d'utiliser ses articles comme sources d'information ou matériel pour mes travaux en classe. En tant que conseiller du Gouvernement finlandais, l'AFT continue de me fournir des nouvelles, informations et conseils valables. »

Vesa Kaarakka, Ministre des affaires étrangères (Finlande)

« L'AFT est une source d'informations tout à fait pertinentes pour les aménagistes, l'industrie et le commerce tropicaux. Il présente également un intérêt pour les concepteurs des politiques, les organisations internationales, les consommateurs et autres parties prenantes. L'AFT a aidé à diffuser des informations liées à la technologie et aux travaux d'orientation développés par l'OIBT, sur la base de projets et activités, ce qui a contribué à améliorer les pratiques en matière de

gestion des forêts et la production de bois et produits non ligneux dans les pays tropicaux. L'AFT a également aidé à favoriser le commerce durable et à faciliter et valoriser la coopération entre les producteurs et les consommateurs de produits forestiers tropicaux. »

Ivan Tomaselli, Président de STCP Engenharia de Projectos Ltda (Brésil)



« Pour moi, l'AFT est l'une des sources d'information les plus importantes et fiables sur la GDF en région tropicale. En tant que forestier tropical (diplômé au Mexique), j'estime que sensibiliser en Pologne les forestiers, médias et ONG à la GDF dans les forêts tropicales fait partie de mon travail. »

Marcin Makocki (Pologne)

« D'une manière générale, l'AFT a été pour nous une source tout à fait utile d'informations, et plus particulièrement les sections consacrées aux évolutions du marché, dans la mesure où notre firme travaille dans le développement du commerce des bois tropicaux et la promotion de l'investissement. L'AFT nous a également aidés à expliquer à nos clients les problèmes et défis de l'approvisionnement en bois tropicaux ainsi que la gestion durable des forêts dans les pays en développement. À cet égard, les informations sur les projets et politiques nous ont été utiles. Nous avons également bénéficié des informations de l'AFT sur la certification et les politiques des marchés publics qui ont des effets directs sur notre travail. Nous espérons pouvoir continuer de recevoir l'AFT à l'avenir. »

N. H. M. Roux, Ecosys Sarl (France)

« Biologiste de la conservation par formation, je suis le Conservateur de la faune au sein du Département de la faune dans la Province de Khyber Pakhtunkhwa au Pakistan. J'exploite les informations publiées dans l'AFT pour apprendre et me tenir au courant des activités qui sont menées dans le cadre de la gestion durable des forêts tropicales. Je suis toujours impatient de le recevoir pour connaître les dernières informations sur le sujet. »

Safdar Ali Shah, Conservateur de la faune, Northern Circle (Pakistan)



« L'AFT m'a été utile à plusieurs titres. Je suis un forestier, mais pendant quelques années j'ai travaillé dans les relations avec les communautés dans des régions de montagne où il n'y a pas de forêts naturelles. L'AFT m'a ainsi aidé à me tenir au courant des faits et tendances en matière de technologie, d'orientations, d'activité commerciale et des forêts communautaires dans le monde. Depuis un an et demi, je travaille de nouveau à plein temps dans la foresterie. Et notamment, en tant que Coordinateur exécutif du nouveau Programme national de conservation des forêts destinée à atténuer les changements climatiques, je lis l'AFT de manière plus pointue, à savoir que j'apprends qui fait quoi et où en termes de foresterie, notamment en matière de foresterie communautaire. Par ailleurs, les études rapportées par l'AFT me sont très utiles pour replacer des activités spécifiques (locales, infranationales et nationales) dans un contexte mondial. Un bon exemple en est la nouvelle étude de l'OIBT sur la situation de la gestion des forêts dans le monde et les défis auxquels demeurent confrontés les gouvernements et les agents du développement. J'apprécie vraiment de recevoir l'AFT et vous en remercie. »

Héctor Cisneros (Pérou)



« Je sais par expérience à quel point le MIS est bien perçu et utile, et ce depuis de nombreuses années. Nulle part ailleurs il n'est possible de trouver une couverture mondiale aussi exhaustive sur le commerce en un seul endroit toutes les deux semaines. Je pense que c'est un des gros atouts du MIS, et en fait de l'OIBT proprement dite. »

[Nom non divulgué] (Royaume-Uni)

« Le MIS est informatif et pertinent pour notre industrie des contreplaqués et produits panneaux. »

Mok Chee Keong, Secrétaire exécutif de l'Association malaisienne des fabricants de produits panneaux

« Le MIS [assure] un service extrêmement utile pour les acheteurs et vendeurs de bois tropicaux dans le monde. »

B. H. Patel, Président du Conseil de promotion des exportations de produits chimiques et apparentés (Inde)

« Votre MIS m'a considérablement sensibilisé aux attentes et à la demande du marché. Récemment, j'ai pu reculer les limites pour obtenir des bénéfices plus élevés grâce à la désintermédiation par les pays sources, et ce parce que j'ai lu des articles du MIS à ce sujet ou qui s'y rapportaient. »

Uluibau Tabete, exportateur d'acajou de plantation (Fidji)

« Nous recevons votre rapport du MIS sur le marché deux fois par mois depuis quelques années. Il est excellent. »

DN (Nouvelle-Zélande)

« Nous estimons que [le MIS] nous donne les informations les plus utiles que nous puissions trouver. »

RB (Brésil)



Des ramasseurs de bois de feu en Inde. Photo: Juergen Blaser/OIBT

Quatre projets de biodiversité, quatre succès

L'OIBT a appuyé la conservation de la biodiversité de plusieurs manières, notamment en finançant des projets destinés à aller dans le sens de la gestion des aires protégées. Quatre projets en rapport avec la biodiversité ont fait l'objet d'une série thématique d'évaluations a posteriori en 2010 de la part d'une équipe dirigée par le célèbre scientifique conservacioniste des forêts, Jeffrey Sayer. Cette série comprenait:

- La seconde phase d'un projet en Indonésie destiné à améliorer la gestion du Parc national Betung Kerihun, qui est situé à la frontière avec l'État du Sarawak en Malaisie, et à concevoir un modèle pour la gestion d'une aire de conservation transfrontière avec le Sanctuaire de faune de Lanjak Entimau au Sarawak (voir la Réussite 17).
- Un projet destiné à appuyer le Parc national de Pulong Tau au Sarawak, dans le but d'amorcer un processus de gestion durable et de conservation du parc et d'améliorer la coopération entre le Sarawak et l'Indonésie concernant la conservation de l'écosystème transfrontière de Pulong Tau et le Parc national de Kayan Mentarang en Indonésie.
- Un projet conçu pour améliorer le dispositif d'aires protégées dans la Zone de la réserve de Tambopata et le Parc national de Bahuaja au Pérou ainsi que le Parc national de Madidi en Bolivie.



Un magnifique moucherolle royal (*Onychorhynchus coronatus mexicanus*) dans le Corridor des plateaux de Bagre (Panama). Photo: Fundación Natura/OIBT

- Un projet destiné à veiller à la pérennisation des écosystèmes forestiers et de la biodiversité dans le Corridor des hauts plateaux du Bagre au Panama, et à la fusion et l'intégration d'un dispositif d'aires protégées dans la zone de Darién au moyen de la conservation, de la protection, du développement et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

À propos des répercussions de ces projets sur la conservation de la biodiversité, les évaluateurs ont relevé que:

«... Le destin de la biodiversité est étroitement lié à l'état de la forêt. Or, sur l'ensemble de ces quatre sites, on a réussi à enrayer les graves menaces qui pesaient sur les forêts au moment où ces projets ont été amorcés. Les activités illicites et la disparition de la forêt ont été mieux maîtrisées sur la totalité des sites du projet. »

Selon les évaluateurs, les projets ont également accompli des progrès significatifs en faisant en sorte que les communautés participent à la gestion des aires protégées. Les projets associés à Betung Kerihun et Tambopata-Madidi se sont montrés particulièrement innovants s'agissant de favoriser la domestication d'espèces d'arbres précieuses dans les régimes agroforestiers au sein des collectivités proches des aires protégées. L'écotourisme, qui a été favorisé à Betung Kerihun, Tambopata-Madidi et Pulong Tau, présente un potentiel considérable dans le Corridor des hauts plateaux du Bagre. L'un des aspects les plus importants de ce dernier projet tient au degré de participation des communautés autochtones, qui se sont saisies du processus de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles.

Dans l'ensemble, les évaluateurs a posteriori ont conclu que:

« Les projets ont tous quatre eu des répercussions qui ont été au-delà des attentes, compte tenu du niveau de ressources fourni. Ils y sont parvenus grâce à l'immense soutien qu'ils ont suscité chez les gouvernements hôtes et les organisations internationales de conservation. Le fait qu'ils aient été mis en œuvre relativement lentement sur une longue période de temps a également joué en leur faveur. Nombre de projets liés à des aires protégées qui ont été appuyés par d'autres donateurs ont des horizons à court terme et pour objet d'apporter

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 14/00 Rev.5 (F); PD 17/00 Rev.3 (F); PD 44/00 Rev.3 (F); PD 224/03 Rev.1 (F), et une phase antérieure de PD 44/00 Rev.3 (F)	2002-2007*	3 174 702 \$EU*
* À l'exclusion de la phase antérieure de PD 44/00 Rev.3 (F)		
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
<i>National Association for Conservation of Nature</i> (Panama); SERNAP; <i>Conservation International</i> ; Institut national des ressources naturelles (Pérou); Unité de gestion du Parc national de Betung Kerihun (Indonésie); WWF-Indonésie; Département forestier du Sarawak (Malaisie)	Japon; États-Unis; Suisse; Norvège	



Relevé de paramètres forestiers dans le Corridor des plateaux de Bagre. Photo: Fundación Natura/OIBT



La domestication d'espèces d'arbres précieuses dans les agroforêts de la zone tampon a constitué un aspect important du projet Betung Kerihun. Photo: WWF Indonésie/OIBT

rapidement de simples solutions techniques. Ces projets de l'OIBT bénéficiaient tous quatre de budgets relativement modestes comparé à des projets similaires soutenus par des donateurs bilatéraux ou multipartites. Les projets de l'OIBT étaient moins tributaires des experts techniques que de nombreux projets du même genre. Cela peut expliquer en partie pourquoi ils ont progressé lentement, mais en érigeant des bases solides, et ont contribué avec succès à valoriser les besoins des capacités locales. »

« On a constaté des améliorations significatives dans les programmes de foresterie durable et de conservation durant la période où ces projets ont été lancés. Si l'OIBT ne saurait prétendre être l'unique responsable de ces effets favorables, elle y a toutefois largement contribué. Dans chaque cas, il semble probable que le niveau d'activité des autres organisations externes et nationales qui œuvrent

dans ces zones aurait été nettement moins significatif si l'OIBT n'avait pas été présente. Les effets positifs sont nés du pouvoir fédérateur de l'OIBT et de son influence sur le discours politique dans les pays concernés. Les interventions pratiques sur le terrain n'ont pas par elles-mêmes entraîné des changements radicaux, mais elles ont donné à l'OIBT la légitimité dont elle avait besoin pour influencer sur les politiques. Ces activités ont aidé à faire participer les populations locales aux discussions sur ces zones et à assurer que leurs intérêts soient pris en compte. On ne pouvait pas accuser l'OIBT de « NATO » (no action-talk only, pas d'action-que des paroles), un terme indonésien qui est utilisé de manière péjorative pour qualifier une grande partie des travaux des consultants externes. L'OIBT a pris les problèmes à bras le corps, justifiant ainsi sa place à la table des négociations. »

Une alternative à l'élevage de bétail

Il fut une époque où les saigneurs de caoutchouc (*seringueiros*) qui vivent dans l'État d'Acre en Amazonie brésilienne gagnaient leur vie en récoltant le latex dans les forêts naturelles. Mais, lorsque les prix du latex ont diminué, ils ont dû trouver des moyens de compléter leurs revenus. Une solution était de déboiser la forêt pour élever du bétail, mais le Gouvernement de l'État d'Acre était déterminé à adopter un modèle de développement fondé sur l'utilisation durable et la conservation de la forêt. Un projet destiné à tester ce modèle a été formulé, puis soumis à l'OIBT qui l'a approuvé et financé en 1991.

Le projet a été exécuté par la Fondation pour la technologie de l'État d'Acre (FUNTAC) dans la forêt d'État d'Antimary, un ancien domaine de forêt d'hévéas. Point essentiel, des problèmes longtemps non résolus liés au régime foncier de la forêt l'ont été dans le cadre du projet, y compris en attribuant des droits légaux aux *seringueiros* leur permettant de participer à la gestion de la forêt et de jouir de son usage. Le projet a aidé à améliorer les infrastructures et services sociaux tels que ceux associés à l'enseignement primaire et secondaire, à la santé, à la communication et aux routes. Il a également mis en place un dispositif de production commerciale durable de bois, au sein duquel une large part des revenus est versée aux habitants de la forêt, et a introduit des techniques pour la transformation industrielle des produits forestiers non ligneux tels que le caoutchouc, l'huile de copaiba et les semences forestières dans l'objectif de leur ajouter de la valeur.



Le projet a permis d'améliorer la scolarisation des enfants de la région. Photo: Rubén Guevara/OIBT



Un *seringueiro* dans la Forêt d'État d'Antimary et du caoutchouc extrait de cette forêt.

Photo: Rubén Guevara/OIBT

Dans le cadre du projet, le plan d'aménagement forestier à objectifs multiples qui a été formulé est aujourd'hui mis en œuvre, et un mécanisme de participation de la communauté locale au processus décisionnaire a été mis en place. La coopérative, destinée à commercialiser le caoutchouc, la noix du Brésil, le bois et des produits agricoles, qui a été créée est aujourd'hui exploitée et les extracteurs de bois ont été formés aux techniques de l'exploitation forestière à impact réduit.

Selon une évaluation a posteriori du projet menée en 2009, le projet constitue un tournant en Amazonie occidentale en favorisant l'utilisation rationnelle des ressources forestières et des politiques de développement qui reposent sur une production forestière durable dans le cadre d'une seule et unique politique intégrée d'affectation des sols. Les évaluateurs ont estimé que le projet jouait un rôle pivot dans la création de nouveaux mécanismes par le gouvernement de l'État d'Acre pour faciliter le développement, prendre en compte la nécessité d'améliorer les conditions socioéconomiques et assurer la pérennisation de la forêt. Le projet de la Forêt d'État d'Antimary a également suscité un intérêt accru chez les scientifiques sociaux, environnementalistes,

Numéro du projet	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 94/90 Rev.3 (I)	1993-2004	1,875 million de \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Technology Foundation of the State of Acre (Brésil)	Japon; Suisse	



Un cueilleur de noix du Brésil escalade un arbre dans la Forêt d'État d'Antimary. Photo: Rubén Guevara/OIBT

chercheurs et universitaires pour qui une telle initiative offre des enseignements incomparables sur le plan du développement rural, de l'éradication de la pauvreté et de la conservation des ressources naturelles.

« Le projet de la Forêt d'État d'Antimary montre qu'il est possible de mettre en place, dans une forêt isolée, un régime de gestion forestière durable. Si l'industrie du bois joue un rôle crucial à cet égard, le fait que les communautés vivant dans la forêt d'Antimary soient les plus grands bénéficiaires de ce régime est tout aussi important. L'OIBT a joué le rôle essentiel de facilitateur en concrétisant l'idée d'une gestion forestière durable en

Amazonie. Le projet Antimary est un remarquable exemple de la manière dont un projet judicieusement conçu et financé par l'OIBT peut être transformé en une politique publique au sens large, car c'est ce qui s'est passé dans l'État d'Acre. »

Jorge Viana, sénateur et ancien Gouverneur de l'État d'Acre

Plantation d'espèces indigènes à Bali

Afin d'encourager les agriculteurs à utiliser des espèces d'arbres locales dans leurs plantations agroforestières, les autorités de la province de Bali ont eu recours à un projet de l'OIBT en vue d'aménager des vergers à semence pour trois espèces indigènes (*Alstonia scholaris*, *Planchonia valida* et *Dysoxylum densiflorum*) dans le village d'Ekasari situé dans la partie Ouest de Bali. Ce fut le démarrage du Programme de végétalisation de Bali instauré par les autorités locales, lequel a pour objet de remettre en état les forêts dégradées de la province au moyen d'espèces indigènes. Malgré la réussite des vergers à semence, en 2006 le programme n'avait toutefois guère réussi à convaincre les paysans de planter des plants indigènes.

C'est alors qu'une seconde phase de ce projet de l'OIBT a été conçue afin d'encourager les agriculteurs à accorder une plus grande place aux espèces indigènes sur l'île. Le projet a ainsi:

- Encouragé la recherche à mettre au point de nouvelles méthodes et techniques de germination et de reproduction pour une variété d'espèces indigènes à Bali.
- Actualisé la carte d'affectation des terres de la province afin d'identifier les sites adaptés aux plantations.
- Suscité l'intérêt des agriculteurs dans les régions Est, Nord et Ouest de Bali à l'égard de la plantation d'espèces indigènes sur leur ferme, et produit et distribué plus d'un million de plants pour lancer leur adoption.
- Transféré des connaissances aux agriculteurs dans le cadre de formations et d'ateliers portant sur la plantation d'espèces indigènes.
- Aménagé plus de 2 600 hectares de plantations sur des fermes suivant des approches agroforestières locales.

Une évaluation a posteriori menée en 2010 a jugé que le projet avait eu des répercussions significatives au niveau de la province sur la réintroduction d'espèces indigènes dans les forêts dégradées et avait sensibilisé les agriculteurs aux avantages économiques,



Un artisan balinais sculpte une essence indigène, du bois de crocodile (*Zanthoxylum Rhetsa*), qui est aujourd'hui replantée sur l'île. Photo: Hwan Ok Ma/OIBT

environnementaux et culturels des espèces indigènes. Le projet a également aidé à accroître la capacité au sein de la province à développer du matériel de plantation de haute qualité pour les espèces indigènes locales.

Les évaluateurs ont indiqué que les visites sur le terrain, les discussions et entretiens avec un vaste échantillon de protagonistes du projet ont confirmé que le projet avait eu un impact significatif et important dans l'ensemble de la province. Dans l'ensemble, les évaluateurs ont conclu que les résultats de cette initiative seraient vraisemblablement durables.



Des semis d'une espèce locale prêts à être plantés dans les terres à bois d'agriculteurs et dans des zones agroforestières. Photo: Hwan Ok Ma/OIBT

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 137/02; PD 386/05 Rev.1 (F)	2003-2009	858 950 \$EU
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
Bali Provincial Forestry Service; Regional Tree Seed Centre	Australie; Japon; Corée	



Un plant d'une espèce locale d'arbre que les agriculteurs commencent aujourd'hui à replanter sur l'île.
Photo: Hwan Ok Ma/OIBT

« À mon avis, l'un des effets surprenants du projet PD 368/05 de l'OIBT tient à l'intérêt soutenu et continu des agriculteurs à l'égard de la plantation d'essences d'arbres indigènes à Bali dans le cadre des régimes agroforestiers, et ce pour au moins deux bonnes raisons: le fait que les arbres peuvent être récoltés au terme de cinq à six années et vendus sur le marché local à un prix attractif; et que le système permet de planter des cultures intercalaires marchandes, ce qui génère des revenus lucratifs et périodiques. Grâce au projet de l'OIBT qui a formé les agriculteurs aux techniques de plantation des arbres et de culture marchandes, ainsi qu'à la manière d'utiliser efficacement les rares terres, le régime agroforestier est aujourd'hui devenu le mode le plus courant d'occupation des terres dans le village. »

Made Sumite, Chef du village de Pajarakan dans le District de Buleleng (Bali)



Une plantation en ligne d'espèces locales dans une forêt dégradée de Bali. Photo: Hwan Ok Ma/OIBT

Amélioration de la gestion des essences ligneuses inscrites aux annexes de la CITES

L'OIBT travaille avec le secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées depuis de nombreuses années. En 2007, les deux organisations ont lancé une activité conjointe majeure - le Programme OIBT-CITES pour l'application des listes CITES aux essences de bois tropicaux - dans le but de faire en sorte que le commerce international des espèces de bois tropicaux inscrites aux annexes de la CITES soit compatible avec leur gestion durable et leur conservation.

L'objectif spécifique du programme est d'aider les autorités nationales à remplir les conditions scientifiques, administratives et légales pour gérer et réglementer le commerce de *Pericopsis elata* (afromosia) d'Afrique centrale, de *Swietenia macrophylla* (acajou à grandes feuilles) d'Amérique latine, et des espèces de *Gonystylus* (ramin) du Sud-Est asiatique. Les principaux États des aires de répartition qui exportent d'importantes quantités des espèces couvertes par le programme sont le Cameroun, la République du Congo et la République démocratique du Congo, en Afrique; en Asie ce sont l'Indonésie et la Malaisie; et en Amérique latine, la Bolivie, le Brésil et le Pérou.

Ce programme a aidé les États de l'aire de répartition à exécuter les procédures associées aux avis de commerce non préjudiciable et à fixer des quotas d'export pour l'essence inscrite. Dans plusieurs pays, il a également permis de mener des formations et autres renforcements des capacités dans des domaines tels que l'identification et la traçabilité des bois ou les facteurs de conversion. Le programme a également facilité la reprise du commerce de *Pericopsis elata* et *Prunus africa* (dont l'écorce est employée dans la fabrication de médicaments contre le cancer de la prostate) suite à la suspension de leur commerce frappant plusieurs pays africains pour défaut de conformité à la réglementation de la CITES. Il a aidé à soustraire le Pérou au processus d'examen des échanges commerciaux significatifs par la CITES en aidant à y améliorer la gestion de l'acajou (y compris par la mise en place de quotas d'export modérés), et il continue d'aider les pays à améliorer la gestion de leurs essences inscrites, dans l'objectif final qu'elles soient retirées des annexes de la CITES.



Des membres d'une petite communauté péruvienne devant un spécimen d'acajou (*Swietenia macrophylla*), une espèce inscrite à l'annexe I de la CITES.

Photo: Rubén Guevara/OIBT

Le programme aide également les pays à générer des informations permettant d'étayer les propositions d'inscription à la CITES d'autres essences suscitant des inquiétudes. Par exemple, il a permis de préparer une étude de marché et de l'offre sur *Cedrela odorata* (une essence inscrite à l'annexe III) afin de seconder les pays envisageant son inscription à l'annexe II dans le cadre de la CITES.

« Le Programme OIBT-CITES est un exemple phare d'une très efficace coopération interorganismes entre une organisation dotée d'un mandat de mise en œuvre et le secrétariat d'une convention. En conséquence directe de cette collaboration, nous avons renforcé les capacités de huit des principaux pays exportateurs de produits ligneux à mettre en œuvre la CITES de manière plus efficace. L'efficacité avérée « sur le terrain » de ce programme conjoint suscite un vif désir d'y adhérer et d'y participer qui va grandissant. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre ce remarquable programme à l'avenir et d'exploiter cette expérience très positive pour contribuer davantage à la gestion durable des forêts dans le monde. »

John Scanlon, Secrétaire général du Secrétariat de la CITES

Responsables de la mise en œuvre

Secrétariats de l'OIBT et de la CITES; Autorité de gestion et Organe scientifique de la CITES dans les pays cibles

Donateurs

Commission européenne; États-Unis; Suisse; Norvège; Allemagne; Japon; Nouvelle-Zélande; le secteur privé (Abbott Solvay; Indena; Euromed)



Un spécimen de *Pericopsis elata*, une espèce inscrite à l'annexe II de la CITES. Photo: Steven Johnson/OIBT

Le Centre de formation forestière du Guyana

Le *Guyana's Forestry Training Centre Incorporated* (FTCI) a été créé avec l'aide de l'OIBT en 2002 avec pour vocation première la formation professionnelle à l'exploitation forestière à impact réduit (EFIR).

Un centre de formation fonctionnel ayant la capacité de répondre aux besoins en formation des grandes entreprises d'exploitation forestière avait été créé dans le cadre d'un premier projet de l'OIBT. Malgré la nécessité d'une formation professionnelle au Guyana et ailleurs dans la région qu'avaient pointé de nombreuses études sur les besoins en formation et dans d'autres domaines, au démarrage du programme de formation du FTCI le secteur n'avait guère montré d'enthousiasme, peu d'entreprises d'exploitation forestière allouant une enveloppe à la formation dans leur budget. Les frais de formation étaient basés sur ce que les entreprises pouvaient se permettre de payer et non sur le coût réel de la formation.

Un second projet de l'OIBT a ensuite permis au FTCI de consolider son créneau de formation et d'augmenter sa capacité en formation s'adressant aux petits artisans et entrepreneurs de l'exploitation forestière opérant dans le cadre d'entreprises forestières communautaires. L'environnement de la formation a alors évolué de manière radicale au cours du projet, ce qui a considérablement contribué à sa réussite. Une nouvelle réglementation a obligé les grandes compagnies à soumettre des données d'inventaire pour les blocs exploités avant approbation de leurs plans annuels d'exploitation. La Commission forestière du Guyana (GFC) a également instauré de strictes prescriptions de gestion forestière pour la croissance et le rendement de même que des procédures pour déterminer la coupe annuelle autorisée au niveau d'une concession. Parallèlement, le Gouvernement guyanais, la GFC et les donateurs ont commencé à débloquer des fonds en

appui aux initiatives forestières des communautés, qui ont elles-mêmes commencé à s'intéresser davantage à la conservation et à l'utilisation durable de leur patrimoine forestier. Le FTCI a aidé à faciliter les relations entre donateurs et communautés afin de traiter leurs préoccupations mutuelles.

Aujourd'hui, le FTCI dispense des services de formation aux entrepreneurs forestiers; aux étudiants; au personnel des organismes publics et aux ONG qui travaillent sur la gestion des ressources naturelles; à des groupes communautaires; et aux ouvriers des entreprises forestières communautaires. Le FTCI offre une formation pratique dans le cadre de son activité modèle d'exploitation forestière et est également en mesure de se rendre dans les concessions forestières et les communautés pour dispenser des formations « sur le tas ». Selon une évaluation a posteriori du second projet, le FTCI a joué un rôle important pour favoriser le Code des pratiques de l'extraction de bois et démontrer la faisabilité de ses prescriptions.

Le FTCI s'est aligné sur des organisations telles que la Forêt d'Iwokrama (voir la Réussite 27), l'Université du Guyana, la CMF ou le Bureau régional de la FAO afin de mettre en œuvre une série d'initiatives touchant à la formation. Il aide à consolider les capacités des communautés tributaires du sciage à la tronçonneuse et à traiter certaines des questions stratégiques associées à cette pratique. Il a également un impact au niveau régional, puisqu'il dispense des formations à l'EFIR au Belize, à Grenade, à St-Vincent et au Suriname, et accueille des cours de foresterie de l'Université de Trinité-et-Tobago.

« Le projet a contribué de manière favorable à l'introduction des techniques EFIR au niveau régional et local dans le cadre d'activités de démonstration sur et hors site. L'EFIR est progressivement acceptée et mise en œuvre, et la demande en formation augmente. »

Évaluation a posteriori par l'OIBT du projet
PD 68/01 Rev.2 (I)



Des stagiaires diplômés du FTCI. Photo: FTCI

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 68/01 Rev.2 (I); PD 333/05 Rev.2 (I)	2002-2009	789 607 \$EU
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
Guyana Forestry Commission; Forestry Training Centre Incorporated (Guyana)	Japon; États-Unis; France	



Des stagiaires marquent des arbres durant une formation du FTCl. Photo: FTCl

« Nous connaissons les véritables avantages dont toute organisation peut profiter si elle dispose d'un personnel correctement formé et motivé. Après avoir moi-même bénéficié d'une formation 'Introduction à l'EFIR' que j'ai suivie en 2006, j'ai appliqué nombre de ses idées dans ma propre activité d'exploitation forestière, en utilisant une planification efficace pour surmonter les problèmes de terrain et de matériel. Notre firme a également travaillé étroitement avec le FTCl en vue d'introduire ici la nouvelle technologie dans l'industrie du ripage à la tronçonneuse et a testé les nouveaux produits sur le marché - dernièrement nous avons eu recours au FTCl pour tester des prototypes de tronçonneuses à la demande de Stihl ainsi que de nouvelles chaînes qui facilitent les techniques de coupe en plongée pour l'abattage. Cela a contribué et contribuera de manière significative à mettre en place des pratiques d'abattage plus sûres dans l'industrie et notamment là où l'on utilise des scies de technologie plus ancienne. Nous avons travaillé étroitement avec le FTCl afin d'introduire la fabrication de planches dans le ripage à la tronçonneuse pour améliorer la qualité du bois débité, la sécurité des opérations et le taux de récupération des grumes en termes de classe et de valeur. Cela a aidé et aidera à harmoniser le sciage à la tronçonneuse avec les meilleures pratiques en conformité avec le nouveau Code des pratiques de transformation que l'on introduit au Guyana. Farfan & Mendes Ltd était présent dès le début, a travaillé avec le FTCl au fil des années et continuera de le soutenir et de travailler en partenariat avec lui à l'avenir. »

Andrew Mendes, Directeur exécutif de Farfan & Mendes Limited

« La formation à l'exploitation forestière à impact réduit a permis de mettre en place le modèle à suivre par tous ceux qui travaillent dans l'exploitation forestière. Ce modèle est vital pour le commerce du bois, car il touche à la protection de l'environnement et permet parallèlement l'extraction de manière durable, ce qui permet de préserver nos ressources forestières. Notre organisation forestière communautaire a bénéficié de cette formation de sorte qu'aujourd'hui nous pouvons réaliser notre propre inventaire de la forêt domaniale (concession) sans autorisation. Une formation à l'emploi du GPS et autre équipement professionnel a été dispensée, et nous sommes conscients que tout se passe mieux aujourd'hui que par le passé. Je félicite l'OIBT pour sa remarquable contribution au centre de formation en particulier et au Guyana en général. »

Tasleem Drepaul, Forest Enterprises Limited

« Dès le commencement, le désir de VWL d'avoir recours aux services du FTCl a été motivé par notre démarche visant à obtenir la certification forestière. Dans le cadre de sa mobilisation à cet égard, notre société a jugé que les pratiques EFIR offraient une maîtrise efficace de l'ensemble des opérations d'extraction de bois et nous permettait d'être tout à fait cohérents entre la production prévue et l'amélioration de sa viabilité financière. VWL pense que le FTCl a été une bénédiction pour le secteur forestier. Notre firme continuera d'appuyer le FTCl et d'optimiser ses services au mieux de ses possibilités. »

Monty Niamatali, Variety Woods and Greenheart Ltd (VWL)

Amélioration du flux de l'information aux Philippines

Il est essentiel pour le secteur forestier de disposer de données exactes et actualisées afin de prendre les décisions appropriées. Or, dans nombre de pays tropicaux, elles sont rares. Aux Philippines, trois projets de l'OIBT menés entre 2002 et 2010 ont considérablement amélioré la qualité et l'actualité de l'information au sein de son secteur forestier.

Le premier projet a prêté assistance à l'Office de gestion des forêts (FMB) pour améliorer le recueil, l'organisation et l'analyse de données forestières pertinentes au mandat du FMB; assurer le flux opportun des informations au sein de l'organisation afin de faciliter le travail des décideurs en matière d'orientations; et optimiser l'emploi des ressources humaines et technologies disponibles au sein du Département de l'environnement et des ressources naturelles (DENR). Il comportait la mise au point d'un système d'information forestière (FIS).

Le second projet avait été conçu pour résoudre un problème au sein de la filière philippine des produits ligneux en identifiant les goulets d'étranglement et autres difficultés depuis leurs sources jusqu'aux utilisateurs finaux. Au nombre de ses objectifs figurait le développement d'une base de données sur les fournisseurs de bois et produits ligneux ainsi que les utilisateurs finaux qui soit accessible sur Internet.

Selon une évaluation a posteriori de ces deux projets, ils ont l'un et l'autre été exécutés de manière aussi professionnelle qu'efficace, et dans le respect du budget et du calendrier. Les évaluateurs ont observé que le développement et la mise en œuvre d'un FIS au niveau national faisaient gravement défaut depuis longtemps. Grâce à ces deux projets, le FIS « contribue aujourd'hui de manière très significative à la gestion des opérations et au développement à plus long terme du secteur forestier aux Philippines ».

Toutefois, en 2006, le FIS n'en était encore, pour sa majeure partie, qu'à sa phase pilote. Outre qu'il présentait plusieurs imperfections d'ordre technique et méthodologique, il n'avait été installé que dans 16 régions du pays. Un troisième projet fut par conséquent approuvé et financé par l'OIBT en 2007 dans le but d'améliorer le FIS et de le déployer dans l'ensemble du pays.

Selon une évaluation a posteriori de ce projet menée en 2011, un FIS entièrement opérationnel est désormais



Une formation au système d'information forestière (FIS).
Photo: DENR-FIS/OIBT

en place au niveau national, et la qualité des données s'est considérablement améliorée. Le FIS a d'ores et déjà identifié des chevauchements et lacunes dans les titres de propriété foncière et a servi à recenser les sites destinés au Programme de développement des zones d'altitude et au Programme national de végétalisation. Dans la plupart des agences régionales, provinciales et communautaires du DENR, la majorité des agents utilisent le système dans le cadre de leurs activités normales pour l'alimenter en données et/ou en extraire. Les protagonistes du secteur forestier hors DENR, tels que les ONG et les éventuels investisseurs ont également accès à de meilleures informations.

« Le Système d'information forestière nous est d'une grande utilité dans le sens où il nous permet de prendre des décisions plus rapidement, particulièrement s'agissant de résoudre des questions forestières grâce aux données statistiques et spatiales qu'il fournit. Les données du FIS peuvent également facilement indiquer les zones forestières dont l'accès est ouvert qui peuvent être mises à la disposition des investisseurs ou repérées pour de futurs projets de gestion forestière par le gouvernement. De la même manière, le FIS nous est d'une grande aide pour planifier la foresterie et nous a facilité la tâche pour suivre notre programme de réforme de la législation forestière. »

Neria A. Andin, Directeur (OIC) du Bureau de la gestion des forêts auprès du DENR

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 41 /99 Rev.4 (M); PD 133/02 Rev.3 (M); PD 353/05 Rev.2 (M, F, I)	2002-2009	795 576 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Forest Management Bureau (Philippines)	Australie; Japon; États-Unis	



Il est difficile de suivre ce qui se passe dans les forêts des Philippines, mais le développement du système d'information forestière (FIS) facilite les choses. *Photo: Yahya Idiz iStockphoto*

« Le FIS a pour objectif de mettre en place un inventaire régional de l'ensemble des projets exécutés en zone forestière; de vérifier et de compiler numériquement les données et informations sur l'environnement et les ressources naturelles qui sont référencées sous la forme de séries de données; de cartographier sous format numérique au moyen d'un logiciel GIS tous les projets d'ordre juridique, civil ou à vocation réglementaire se rapportant aux zones forestières; et de disposer de cartes thématiques numériques pour les besoins de la planification. Le FIS a joué un grand rôle dans la préparation des cartes numériques qui sont utilisées pour accomplir la vision et la mission du Secrétaire du DENR sur le plan du suivi des activités ultérieures de développement en utilisant la cartographie SIG et Internet. »

Benjamin T. Tumaliuan, Directeur exécutif régional auprès du DENR - Vallée de Cagayan



Calibrage d'un GPS durant une formation au FIS.
Photo: DENR-FIS/OIBT

« Aujourd'hui, le FIS-SIG fait partie du secteur forestier, fournit des données de référence plus fiables permettant de prendre de meilleures décisions dans le secteur forestier, et est à l'heure actuelle actualisé et renforcé. »

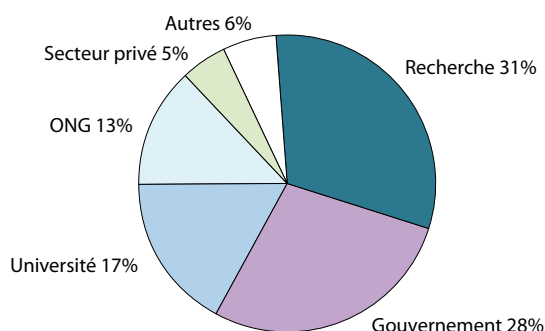
Joselin Marcus E. Fragada, Directeur exécutif régional auprès du DENR - Région de Bicol

Le Programme de bourses de l'OIBT

L'OIBT offre des bourses aux ressortissants de ses pays membres dans le cadre du Fonds Freezailah pour les bourses. L'objectif est d'aider des professionnels jeunes et de niveau intermédiaire qui jouent un rôle dans la gestion durable des forêts tropicales, l'utilisation et la transformation efficaces des bois tropicaux, et le recueil et la fourniture d'informations sur le commerce international des bois tropicaux à développer leur carrière.

Au cours des deux dernières décennies, le Programme de bourses de l'OIBT a ainsi attribué 6,6 millions de \$EU à plus de 1 100 bénéficiaires, dont un peu plus de 300 femmes, issus d'instituts de recherche, des gouvernements, des universités, d'ONG et du secteur privé (voir la figure).

Secteur d'origine des bénéficiaires d'une bourse de l'OIBT



En 2010, l'OIBT a mené une enquête auprès des boursiers (206 répondants) suivant une approche fondée sur l'analyse des contributions afin d'évaluer les répercussions de son programme de bourses. Elle a ainsi, entre autres, révélé que:

- Tous les bénéficiaires ont utilisé leur bourse suivant des objectifs clairs en ligne avec les buts et priorités de l'OIBT, et ont continué de favoriser la GDF après avoir terminé leur bourse.
- Toutes les bourses ont été attribuées de manière équitable et transparente.
- La « fuite des cerveaux » n'a pas été un problème notable: 89% des bénéficiaires sont immédiatement retournés dans leur pays après avoir terminé les activités de leur bourse (10% suivent aujourd'hui des programmes de doctorat à

l'étranger). Six pour cent des bénéficiaires travaillent à l'étranger dans des organisations internationales ou des cabinets de consultants internationaux.

- Au terme de leur bourse, 86% des bénéficiaires ont augmenté leur productivité et leur performance dans les institutions où ils/elles travaillent, et plus de la moitié ont trouvé des emplois en rapport avec leur bourse ou ont été promus à la suite de leur bourse. La plupart (90%) ont transmis leurs connaissances et expériences fraîchement acquises à d'autres et ont poursuivi leur propre développement sur les plans professionnels et personnel.
- 82% des bénéficiaires ont développé de nouveaux programmes ou des approches innovantes qui ont amélioré la performance réelle au travail dans leurs institutions, et la majorité (86%) ont renforcé leur réseau professionnel dans le cadre de leur bourse.
- 83% des boursiers ont appliqué les connaissances, compétences et réseaux qu'ils ont développés dans le cadre de leur bourse pour influencer les politiques nationales en matière de forêt et d'environnement dans leur pays, et 44% travaillent sur des questions de foresterie internationale telles que les changements climatiques ou la REDD.



Originaire du Népal, Rabindra Roy (deuxième en partant de la droite) a terminé son doctorat dans le cadre d'une bourse de l'OIBT. Photo: Rabindra Roy

« La bourse de l'OIBT m'a donné la chance de poursuivre la carrière que j'aime passionnément. »

Myralyn Abasolo (Philippines)



Othniel Yila, du Nigéria, a reçu son doctorat après avoir bénéficié d'une bourse de l'OIBT. Photo: Othniel Yila

« La bourse de l'OIBT a eu une incidence considérable sur ma carrière professionnelle et ma performance au travail. Le document technique que j'ai préparé (dans le cadre de la bourse) a été d'une très grande utilité, non seulement dans mon pays, mais aussi dans d'autres nations, puisque j'ai reçu plusieurs demandes de publication, et il a été mis à disposition sur le site Internet de notre département afin de faciliter sa diffusion auprès d'un public élargi. »

Olufemi Shadrach Akindele (Nigéria)

« Ma bourse de l'OIBT a également eu des répercussions sur les collectivités en améliorant leur sécurité alimentaire et leur mode de vie, dans la mesure où les agriculteurs ont diversifié leur production en incorporant des arbres fruitiers et des légumes de la forêt dans leur ferme. »

Roseline Gusua Caspa (Cameroun)

« Il aurait pu m'être difficile de terminer mon programme de doctorat sans cette bourse. En outre, lorsque le rapport a été publié dans *Actualités des forêts tropicales*, plusieurs organisations locales qui avaient besoin d'informations sur certaines propriétés du bambou m'ont contacté. Je n'aurais pas pu avoir un tel impact sans cette bourse. »

Stephen Tekpetey (Ghana)

« Ma bourse de l'OIBT a des effets à long terme sur ma carrière professionnelle. Je consacre davantage de temps à enseigner à l'université et à partager des perspectives internationales sur la conservation. J'ai également joué un rôle substantiel dans le réseau de recherche sur la conservation et ai récemment été nommé président de la Branche Asie-Pacifique de l'Association de biologie et conservation tropicales. Dernièrement, j'ai également été nommé conseiller technique (scientifique) auprès du parlement. »

Mochamad Indrawan (Indonésie)

« Mon diplôme en deux ans, que j'ai terminé avec l'appui d'une bourse de l'OIBT, m'a aidé à acquérir des connaissances techniques sur des questions environnementales. De manière plus importante toutefois, il m'a ouvert les yeux sur la chance que j'ai de pouvoir me consacrer à une carrière qui a pour vocation de donner envie aux gens de changer de comportement pour adopter un mode de vie plus durable en harmonie avec l'environnement. »

Marisa Camilher Camargo (Brésil)

« Cette bourse de l'OIBT a joué un rôle décisif pour mener des études de doctorat qui m'ont amenée à un haut niveau technique. Elle m'a permis de faire des choix de carrière plus efficacement et avec plus de compétences pour atteindre un poste élevé dans mon domaine professionnel. Elle a donc eu une valeur inestimable tant sur le plan personnel que professionnel. »

María Benítez Torres (Venezuela)



Danielle Celentano, une forestière brésilienne, a suivi un mastère scientifique dans le cadre d'une bourse de l'OIBT. Photo: Danielle Celentano

Le Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau

En 1992, l'OIBT a financé un projet de conservation de la biodiversité destiné à faciliter l'aménagement du Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau en une aire de protection intégrale. Ce fut le début d'un partenariat, qui a duré près de vingt ans, entre l'OIBT et le Département forestier du Sarawak en vue d'améliorer la gestion de cet espace.

Pour améliorer la gestion, il a fallu développer des liens transfrontaliers dans le cadre du processus. En 1994, avec l'appui de l'OIBT, les gouvernements malaisien et indonésien ont créé la première aire de conservation transfrontière (TBCA) en région tropicale humide - qui se compose du Sanctuaire de faune Lanjak-Entimau au Sarawak et du Parc national Betung Kerihun dans le Kalimantan occidental sur une superficie de 1,2 million d'hectares.

L'aspect le plus significatif de la conservation dans la TBCA de Lanjak-Entimau/Betung Kerihun tient peut-être à la présence de 4 000 orangs-outans (*Pongo pygmaeus*), une espèce très menacée, qui en fait le plus important sanctuaire de cette espèce à Bornéo. La gestion de cette zone est toutefois confrontée à plusieurs problèmes, dont l'exploitation forestière illicite, le mode de vie fortement tributaire de la forêt des collectivités locales, le développement de plantations industrielles, et le prélèvement et le commerce d'espèces menacées. Si l'amélioration de la gestion quotidienne de ces deux aires protégées est en grande partie du ressort de chaque gouvernement et des protagonistes locaux, améliorer la coopération transfrontière a permis de partager des connaissances



Observer les oiseaux fait partie d'une campagne de sensibilisation à l'environnement dans les environs du Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau.

Photo: Département forestier du sarawak/OIBT

scientifiques et de mener des échanges culturels entre les communautés qui vivent de part et d'autre de la frontière, et a valorisé le contrôle des incursions et autres activités illégales.

À la suite des travaux du projet sur une période prolongée, on connaît davantage de choses sur la biodiversité des deux côtés de la frontière. Les communautés vivant à proximité du Sanctuaire de Lanjak-Entimau sont moins dépendantes des forêts puisqu'elles ont développé des activités de subsistance telles que la pisciculture et la culture de fruits locaux. Les membres des collectivités locales se portent de plus en plus volontaires pour être gardes forestiers, car les avantages de maintenir une réserve forestière saine et intacte dans le voisinage de leurs villages leur apparaissent de plus en plus évidents. Cela a amélioré la gestion de l'aire protégée, mais aussi l'application de la loi, réduit la pression sur l'important patrimoine en biodiversité au sein de ce sanctuaire.

La participation de l'OIBT a été couronnée de succès s'agissant d'améliorer la gestion du Sanctuaire de Lanjak-Entimau, et sa participation pionnière à la création de la TBCA de Lanjak-Entimau/Betung Kerihun a encouragé d'autres initiatives du même type. Par exemple, elle a inspiré le développement de la TBCA de Pulong Tau-Kayan Mentarang, qui se trouve également entre le Sarawak et l'Indonésie, ainsi que plusieurs autres initiatives à travers les trois régions tropicales. Il a également servi de modèle à l'Initiative *Heart of Borneo*, qui aspire à reproduire les accomplissements de la TBCA de Lanjak-Entimau/Betung Kerihun.

Une nouvelle unité a été créée au sein du Département forestier du Sarawak afin de faire en sorte que les initiatives telles que le Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau soient pérennes, de favoriser la participation des collectivités à la gestion des aires protégées et d'améliorer les modes de vie des populations rurales. L'idée de cette unité est née du travail effectué dans le sanctuaire, ainsi que dans le Parc national de Pulong Tau, et sa création reflète la nouvelle approche du gouvernement concernant la gestion des aires protégées en faisant participer les communautés et les compagnies d'exploitation forestière au titre de co-partenaires et, par leur utilisation durable, en permettant aux habitants locaux de partager les ressources forestières.

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 106/90 Rev.1 (F); PD 15/95 Rev. 3; PD 16/99 Rev.2 (F); PD 288/04 Rev.2 (F)	1993-2010	4 268 420 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Sarawak Forest Department (Malaisie)	Danemark; Japon; Suisse	



La TBCA abrite des populations d'orangs-outans parmi les plus importantes au monde. Photo: Rob Broek iStockphoto

« Les relations entre les collectivités se sont améliorées depuis que nous avons commencé à travailler ensemble. Nous devenons indépendants du gouvernement. Nous avons économisé suffisamment d'argent pour maintenir notre bassin à poissons et j'envisage de construire mon propre bassin. »

Rejang ak. Sugai de Ng. Ju

« Merci d'avoir amélioré notre mode de subsistance. Il est désormais plus facile de gagner sa vie. Nous n'avons plus besoin d'aller dans les fleuves pour pêcher pendant les fêtes de Gawai (récolte). Dans les rivières, les stocks de poissons se sont aussi reconstitués. »

Anthony Bau, chef d'une maison communautaire

« Notre famille développe son esprit d'entreprise et les fruits des arbres que nous avons plantés nous ont rapporté un revenu supplémentaire. »

Gerasi ak. Kapi, chef d'une maison communautaire

« Lorsque j'ai apporté des petai [Parkia speciosa] de ma récolte à ma famille et à des amis, nombreux sont ceux qui m'ont demandé pourquoi je n'en apportais pas davantage pour les vendre. Ils m'ont dit que les fruits étaient comme de l'or pour eux parce qu'on ne les trouve plus facilement dans la forêt. »

Jawa ak. Ribut de Ng. Ju

« Un an après que l'OIBT et le Département forestier sont venus nous aider, j'ai construit un bassin à poissons avec mon propre argent dont j'ai pu tirer un revenu supplémentaire. »

Nyalih ak Masil

« Travailler avec les communautés locales du Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau nous a appris qu'elles ne constituent pas nécessairement un obstacle à la conservation de la biodiversité. Au contraire, les populations locales sont d'autant plus habilitées à aider le gouvernement à protéger la forêt et ses ressources qu'elles se trouvent précisément sur le terrain. C'est l'une des leçons les plus importantes que nous avons apprises de Lanjak-Entimau. »

YAB Pehin Sri Haji Abdul Taib Mahmud, Ministre en chef du Sarawak

Restauration d'un écosystème forestier au Togo

Au Togo, un projet de l'OIBT a aidé une communauté à restaurer la productivité et les fonctions écologiques d'une forêt locale et à augmenter ses revenus grâce à de nouvelles entreprises forestières et à l'écotourisme.

La Réserve forestière de Missahoé a été créée en 1953 au sein d'une chaîne de montagnes proche de la ville de Kpalimé dans le département de Kloto. Onze collectivités locales et environ 20 000 personnes vivent dans ses environs. Exploitée de manière intensive par le passé, la forêt relictuelle a été progressivement éliminée par des vagues d'immigrants qui pratiquent la culture itinérante ou la culture du café et du cacao. En 1999, la forêt était devenue presque dénudée de toute végétation et sujette à de nombreux incendies.

Un avant-projet de l'OIBT mené en 1997-99 a aidé à préparer une proposition de projet de gestion durable des forêts communautaires à Kloto, à commencer par la Réserve forestière de Missahoé, avec la participation de la collectivité locale.

Le projet a démarré en 2000. Entre autres choses, il a permis la délimitation, sur la base d'un consensus, des limites de la réserve forestière et des cinq zones à utiliser par les agriculteurs; la plantation de 596 hectares dans la réserve et de 288 hectares dans son voisinage, en majeure partie avec les espèces *Terminalia*, *Cordia* et *Khaya*; la formation de 350 personnes; et la préparation d'un plan d'aménagement pour la réserve. Le projet a également mis en place un « fonds du projet » qui a contribué à financer l'entretien continu des surfaces plantées.



Un village dans la Réserve forestière de Missahoé.
Photo: Juergen Blaser/OIBT



Une forêt relictuelle dans la Réserve forestière de Missahoé.
Photo: Juergen Blaser/OIBT

Selon une évaluation a posteriori menée trois ans après l'achèvement du projet, les plantations aménagées dans le cadre du projet étaient en bon état et présentaient des taux de croissance meilleurs que prévu. En outre, la végétation indigène relictuelle de la réserve s'était reconstituée de manière notable et était mieux protégée contre les incendies, tandis que des flux d'eau permanents s'écoulaient dans plusieurs rivières auparavant asséchées. Les évaluateurs ont jugé que le plan d'aménagement préparé pour la Réserve forestière de Missahoé était solide sur le plan du concept et que le projet avait été très fructueux. Les femmes participaient activement au projet, y compris dans des rôles phares, et une association de femmes créée dans le cadre du projet avait développé une pépinière forestière de petite taille, mais correctement gérée et rentable. Il était manifeste aux yeux des évaluateurs que l'attitude des populations locales à l'égard de la forêt avait changé pour le meilleur. Compte tenu du succès des forêts plantées, les agriculteurs qui n'ont pas participé au projet ont commencé à envisager de créer de petites plantations forestières sur leurs propres terres.

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PPD 11/96 Rev.2 (F); PD 9/99 Rev.2 (F)	1997–2003	443 728 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Department for the Protection and Control of Flora Utilization (Togo)	Japon; États-Unis; Corée	



Des communautés vivant dans la Réserve forestière de Missahoé ou à proximité dépendent des forêts pour toute une gamme de produits, dont le bois de feu. La restauration de la forêt et le développement agroforestier aident à veiller à ce que ces produits demeurent disponibles à l'avenir. *Photo: Juergen Blaser/OIBT*

« Grâce à ce projet, notre vie s'est améliorée. Nos parents et proches sont venus s'installer avec nous. Notre niveau de revenus a augmenté, ce qui nous a permis de mieux surveiller la scolarisation de nos enfants et leurs besoins sanitaires. »

M. Koffi Kuma Ayih, village de Tové



La Réserve forestière de Missahoé.
Photo: Juergen Blaser/OIBT

Gestion de la faune dans les concessions



Une femelle gorille des plaines de l'Ouest, l'une des espèces menacées présentes dans le Parc national Nouabalé-Ndoki.
Photo: Alan Lagadu iStockphoto

Ces dernières années, l'arrivée de travailleurs et autres migrants dans le bassin du Congo a accru la demande en viande de brousse sur les marchés locaux et urbains, ce qui a souvent entraîné une nette diminution des populations d'espèces telles que gorilles, éléphants, bongos ainsi qu'une série de petits mammifères.

Le Gouvernement de la République du Congo a pour politique de favoriser la conservation et le développement sur la base de l'utilisation durable des importantes ressources forestières du pays. En 2000, l'OIBT a financé un projet destiné à améliorer la gestion et la conservation de la biodiversité dans l'une des régions critiques pour la biodiversité africaine - une concession forestière qui jouxte le Parc national de Nouabalé-Ndoki dans le Nord du Congo. Le projet (comportant une seconde phase financée en 2005), qui couvre une superficie d'environ 1,8 million d'hectares, a été mis en œuvre au titre d'une initiative conjointe entre le Ministère congolais de l'économie forestière (MFE), la *Wildlife Conservation Society* (WCS) et une

société d'exploitation forestière privée (la Congolaise industrielle des bois - CIB).

À ses débuts, ce partenariat entre trois entités - un gouvernement, une ONG internationale de conservation, et une société d'exploitation forestière basée en Europe - était unique en son genre en Afrique centrale du fait qu'il réunissait des parties prenantes aux objectifs divergents autour du thème commun de la GDF. La CIB a apporté un appui financier substantiel, notamment pour la protection de la faune. Elle a également mis en œuvre l'exploitation forestière à impact réduit et dispose d'une unité sociale qui, avec le concours des collectivités locales, a adopté un processus de planification participative. Elle a prohibé la chasse dans certaines zones, de même que le transport et l'exportation de viande de brousse d'un site à un autre. Le plan d'aménagement de la concession de Kabo - le premier du genre au Congo - a été adopté en 2006 et la certification forestière par le FSC a été obtenue. La CIB a lancé des processus similaires dans ses autres concessions.

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 4/00 Rev.1(F); PD 310/04 Rev.2(F)	1999-2001	1 764 325 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Wildlife Conservation Society (États-Unis)	Japon; France; Suisse; États-Unis; Norvège	



La viande de brousse demeure une part importante du régime alimentaire local, mais le projet a encouragé l'adoption de l'élevage pour fournir une source de protéines de substitution. Photo: Juergen Blaser/OIBT

En vertu d'un accord avec le Gouvernement congolais, le WCS a supervisé la gestion du projet. Il a mis en place un dispositif pour le suivi et la recherche écologique et socioéconomique ainsi que l'application de la loi, qui comprend une série d'indicateurs servant à mesurer la performance du projet. Il a également sensibilisé les communautés locales - villageois, populations nomades et ouvriers de la CIB et leurs familles - à la législation et à la réglementation régissant la chasse et l'utilisation durable des ressources naturelles. Les villageois ont formé des comités chargés de gérer leurs terrains de chasse et, après la formation, ont en grande partie assumé la gestion de leurs ressources naturelles, y compris en contribuant à l'élimination des camps de chasse illicites.

Selon une évaluation a posteriori de la première phase du projet menée en 2008, cette initiative est le premier véritable exemple d'intégration de la conservation et de la gestion de la faune au sein de concessions forestières en Afrique centrale. D'une manière générale, le partenariat novateur entre le Gouvernement du Congo, la CIB et WCS a correctement fonctionné et de manière favorable. Suite au succès de ce modèle, il a été adopté dans d'autres concessions forestières (à savoir les unités forestières d'aménagement de Mokabi

et Ngombé), où la collaboration avec des ONG est en place en vue d'obtenir la certification du FSC, entre autres objectifs. Le projet a réduit la chasse non régulée et illicite à un niveau soutenable et mis en place un dispositif de contrôle réel et fonctionnel.

Les Directives OIBT/UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois, une publication conjointe de l'OIBT et de l'Union internationale pour la conservation de la nature, décrivent les actions spécifiques que les décideurs, aménagistes et autres parties prenantes devraient suivre afin d'améliorer la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales de production. Cette publication de 2009 vient remplacer une ancienne série de directives publiée en 1994, en s'inspirant notamment des leçons apprises dans le cadre du projet dans le Nord du Congo.



Création et ajout de valeur dans le rotin

En Thaïlande, les industries locales du meuble et de l'artisanat du rotin avaient coutume d'approvisionner la quasi-totalité de leur matière première à partir de sources naturelles. Leur exploitation excessive, y compris à partir de sources illicites, associée au gaspillage a entraîné une pénurie de l'offre.

Pour aider à résoudre ce problème, un projet de l'OIBT a été démarré en 2001 dans le but de développer et de diffuser, auprès des agriculteurs villageois et des communautés forestières, des technologies adaptées à la gestion des plantations de rotin et à l'utilisation efficace de ce matériau dans la vannerie et la fabrication de meubles.

Dans plusieurs provinces, le projet a mis en place des parcelles de démonstration pour la production de pousses de rotin et de cane, tandis que des formations ont été dispensées dans les communautés sur la transformation et le conditionnement des pousses de rotin ainsi que sur la vannerie et la fabrication de meubles en rotin.

Ces parcelles de démonstration ont permis aux communautés de saisir plus clairement l'avantage d'adopter une gestion des plantations et des techniques de récolte des pousses qui soient viables. Ce fut un aspect décisif qui a motivé les agriculteurs à remplacer les cultures de type manioc et canne à sucre par le rotin. En collaboration avec d'autres entités



Des villageois préparent des tiges de rotin avant leur transformation. Photo: Florence Soriano/OIBT

gouvernementales, deux entreprises communautaires, l'une dans la transformation des pousses de rotin et l'autre dans la fabrication de mobilier en rotin, ont été créées.

Le Groupe *Baan Kumphangsaen* (BKS), une coopérative de fabrication de meubles implantée à Ratchaburi, a particulièrement réussi, pour passer de la fabrication de paniers à celle de meubles de moyenne à haute gamme destinés à l'exportation. Le projet a dispensé une formation à la vannerie et à la fabrication de meubles en rotin, à la suite de quoi les personnes formées se sont réunies pour créer le Groupe BKS afin de commercialiser leurs meubles et articles de vannerie. Une autre formation, sur les nouveaux designs du mobilier en rotin, a aidé la coopérative à intégrer le rotin et l'acier, une valeur ajoutée pour leurs produits qui a en outre réduit le gaspillage de rotin.

Le Groupe BKS s'est vu décerner un certificat quatre étoiles dans le cadre du programme gouvernemental *One Tambon-One Product* et leurs produits ont été présentés dans divers salons professionnels. Cette certification leur a permis de susciter l'appui accru des autorités locales et des unités de soutien aux entreprises.

En 2011, cinq ans après l'achèvement du projet de l'OIBT, le Groupe BKS est une entreprise prospère. En 2003, la communauté ne gagnait que 20 bahts pour les petits paniers cadeaux en rotin qu'elle produisait, mais aujourd'hui ses produits en rotin de haute gamme se vendent pour des milliers de bahts. Le groupe est devenu célèbre au niveau national, reçoit la visite de communautés et entrepreneurs qui viennent de tout le pays, avides de connaître les secrets de leur succès.

Le Groupe BKS sert de modèle pour développer des entreprises dans d'autres communautés qui vivaient auparavant d'une économie de subsistance. La pérennisation de cette activité commerciale peut être en grande partie attribuée aux interventions techniques du projet et au leadership du groupe qui, outre la saine gestion financière et l'ingéniosité dont il a fait preuve, a également encouragé l'innovation chez ses membres.

Numéro du projet	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 24/00 Rev.1 (I)	2001-2006	292 457 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateur	
Forest Research Office, Royal Forest Department (Thaïlande)	Japon	



Des villageoises participent à un atelier de fabrication de meubles en rotin. Photo: P. Denrungruang/OIBT

« Le développement réussi de l'entreprise communautaire de fabrication de meubles à Ratchaburi est considéré comme un modèle pour développer des communautés vivant d'une économie de subsistance et en faire des communautés animées d'un esprit d'entreprise. Avec le concours d'un chef de communauté qui défend l'entreprise, le personnel du projet au sein du Département royal des forêts et des vulgarisateurs sont en mesure de reproduire cette expérience dans d'autres villages. »

Évaluation a posteriori du projet de l'OIBT
PD 24/00 Rev.1 (I)

De meilleures pratiques d'extraction au Brésil

L'exploitation forestière à impact réduit (EFIR) a pour objectif de minimiser les incidences de l'exploitation forestière sur l'environnement, ce sur la base de plans minutieusement élaborés et associés à une exécution de haute qualité. L'EFIR réduit la dégradation des sols et de l'eau ainsi que la disparition de la faune et fait en sorte que les forêts se rétablissent rapidement de l'extraction. L'EFIR a également montré qu'elle réduisait l'endommagement du matériel sur pied que causent les arbres abattus et diminuait le nombre de grumes « perdues » (les arbres abattus qui ne sont pas prélevés parce que les conducteurs d'engins ne les voient pas), ce qui réduit ainsi le gaspillage de bois.

En Amazonie brésilienne, un projet de l'OIBT en trois phases exécuté par l'*Instituto Floresta Tropical* (Institut de la forêt tropicale - IFT) depuis 1998 a eu des incidences significatives, non seulement sur les compétences disponibles en EFIR de haute qualité, mais aussi sur la sensibilisation du public à l'importance d'une bonne gestion forestière en général et de l'EFIR en particulier.

Durant la première phase, les forestiers, superviseurs, gestionnaires et formateurs au Brésil et dans d'autres pays producteurs de l'OIBT de la région Amérique



Une formation sur le terrain à l'exploitation forestière à impact réduit (EFIR) dans le cadre d'un projet de l'OIBT.

Photo: *Instituto Floresta Tropical*

latine et Caraïbes ont été formés aux techniques de l'EFIR. De nature pratique et exécutée sur le terrain, cette formation a permis aux participants de pratiquer « sur le tas » toutes les activités associées aux mesures préalables à l'exploitation, à la planification de l'extraction, à l'exploitation forestière et aux traitements postérieurs à l'extraction. Le socle théorique des travaux pratiques sur le terrain a été assuré par des conférences.

Ce travail a été renforcé et enrichi lors des deux phases suivantes. Depuis le début du projet, des progrès significatifs ont été accomplis dans la formation, la vulgarisation et la mise en place de relations dans des régions prioritaires à la frontière de l'Amazonie, telles que *Calha Norte*, BR319, BR163 et l'autoroute transamazonienne. Si des milliers de professionnels et ouvriers formés à l'EFIR et aux autres aspects de la GDF continuent de faire défaut au secteur forestier amazonien, le projet a toutefois pu satisfaire une partie de la demande dans ces domaines prioritaires. Au total, environ 1 700 forestiers ont été formés directement dans le cadre du projet.

Plusieurs écoles techniques forestières et une université ont aujourd'hui recours, en sus de leur cursus, au programme de formation de l'IFT développé dans le cadre du projet. Par exemple, en 2002, l'IFT a organisé une formation spéciale de deux semaines à l'EFIR destinée aux étudiants tout juste diplômés de la *Universidade Federal Rural da Amazônia*. Elle a été dispensée à la demande des étudiants eux-mêmes, car ils avaient découvert que les entreprises étaient plus enclines à embaucher des diplômés qui avaient suivi la formation de l'IFT à l'EFIR.

Ces travaux ont eu des répercussions notables sur l'adoption de la GDF en Amazonie brésilienne, qui ont dépassé les effets directs du programme de formation. Les procédures du projet se rapportant à l'EFIR ont été incorporées dans la réglementation et les manuels de terrain préparés par l'*Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis* (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles) et autres organismes. Les méthodes utilisées par l'IFT pour vérifier les activités forestières et suivre leurs incidences ont été largement adoptées par les certificateurs forestiers et les inspecteurs chargés de faire appliquer les nouveaux statuts brésiliens en matière de gestion des forêts. Mais de manière plus

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 45/97 Rev.1 (F); PD 206/03 (F); PD 432/06 Rev.2 (F)	1998-2010	1 983 395 \$EU
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
<i>Tropical Forest Foundation</i> (États-Unis); <i>Brazilian Institute of Environment and Renewable Resources</i> (Brésil); IFT (Brésil)	Japon; Suisse; États-Unis	



Une formation sur le terrain à l'exploitation forestière à impact réduit (EFIR) dans le cadre du projet de l'OIBT.
 Photo: Instituto Floresta Tropical

importante encore, les participants aux formations à l'EFIR mettent quotidiennement en pratique ce qu'ils ont appris. Certains ont créé leur propre activité pour élaborer des plans d'aménagement et dispenser des formations à l'EFIR. Il s'agit aussi bien de diplômés en foresterie que de personnel technique tel que des scieurs chevronnés.

Le projet a eu pour effet global d'accélérer considérablement l'adoption des techniques EFIR au Brésil. Démarré à un moment où la conjoncture au Brésil faisait que la demande en formation à l'EFIR augmentait rapidement, le projet a été en mesure de répondre à une partie substantielle de cette demande.

Ceci a en retour eu un effet positif majeur sur l'adoption de la GDF. La gestion durable des forêts progresse rapidement en Amazonie brésilienne, une région où la situation de la gestion forestière semble sur le point de s'améliorer de manière notable dans les années à venir.

L'industrie thaïlandaise du meuble en bois d'hévéa



East Coast Furniture, une entreprise qui exploite exclusivement le bois d'hévéa (Thaïlande). Photo: Charlotte Cudby/OIBT

Lorsque l'exploitation forestière en forêt naturelle a été interdite en 1989, il a fallu que la filière thaïlandaise du meuble - un exportateur et créateur d'emplois significatif - trouve une source de remplacement pour s'approvisionner en matière première. Elle s'est alors rapidement adaptée au bois d'hévéa, qui est présent en grandes quantités dans les vastes plantations de caoutchouc du pays, à tel point qu'aujourd'hui, l'industrie du bois n'utilise quasiment plus que ce matériau. Sa transformation se heurtant toutefois à des difficultés, la compétitivité de l'industrie thaïlandaise du bois était en recul.

L'avant-projet de l'OIBT mis en œuvre en 1998-2000 a réuni des acteurs clés s'intéressant au développement du bois d'hévéa et a généré des données et informations sur les problèmes clés auxquels le secteur était confronté. Ces travaux, qui consistaient à améliorer la compétitivité de l'industrie du meuble en bois, avaient une portée très étendue. Il y avait beaucoup à faire, par exemple pour créer des liens aussi coopératifs que productifs entre les parties

prenantes, dont plusieurs départements du gouvernement, qui n'avaient jusqu'à présent guère collaboré les uns avec les autres.

On s'est alors rendu compte que les besoins en assistance technique dans le secteur du bois d'hévéa étaient si énormes qu'ils justifiaient un programme national de grande échelle. Cela dit, il fallait tout d'abord sensibiliser aux problèmes clés à résoudre, mettre en place une base d'informations adéquate, et développer un vivier crucial de ressources humaines.

Le projet de l'OIBT eut pour tâche d'initier ce processus. Ce projet a rassemblé des protagonistes clés chargés d'améliorer la compréhension et de mettre en place un environnement favorable à la mobilisation; d'assurer le transfert de technologies par l'intermédiaire de formateurs, de développer du matériel de formation et d'apporter de nouvelles technologies aux industries locales; et de générer un corps solide d'informations sur le bois d'hévéa afin d'étayer les futurs travaux sur le développement du secteur.

Numéro du projet	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 51/00 Rev.2 (I, M)	2002-2005	406 138 \$EU
Responsable de la mise en œuvre	Donateurs	
Forest Research Office, Royal Forest Department (Thaïlande)	Japon; Corée; États-Unis	



Une chaise en bois d'hévéa (Thaïlande).
Photo: Charlotte Cudby/OIBT

Selon une évaluation a posteriori menée trois ans après l'achèvement du projet, chacune des activités a été couronnée de succès. Par exemple il a:

- Encouragé les parties prenantes à collaborer et à construire des réseaux.
- Mis en place une solide base d'informations et renforcé les capacités des protagonistes concernant les problèmes de développement du bois d'hévéa et les priorités.
- Formé des formateurs locaux et mis au point une documentation utile et pertinente.
- Incité l'industrie à changer d'attitude pour transformer et moderniser ses activités afin d'accroître sa productivité et sa compétitivité.
- Mis en lumière l'importance d'un accord entre les parties prenantes sur une vision commune du développement du bois d'hévéa afin de soutenir une action de suivi cohérente et de mettre en place un engagement à long terme.



Un élément de meuble en bois d'hévéa chez East Coast Furniture, une entreprise thaïlandaise.
Photo: Charlotte Cudby/OIBT

L'évaluation a posteriori a conclu que le projet était piloté de manière coopérative et que son budget était correctement géré:

« Ces aspects, ainsi que les contributions inattendues en nature, signifient qu'un nombre significatif d'activités supplémentaires a été réalisé au niveau des produits par rapport à ce qui était prévu à l'origine. »

Plusieurs parties prenantes ont participé à la mise en œuvre du projet, de sa conception à son achèvement, ce qui a été difficile à gérer, mais correctement exécuté.

Selon l'évaluateur:

« Les effets globaux du projet ont montré que des résultats favorables avaient été obtenus pour les bénéficiaires ciblés. En outre, il y a eu depuis d'excellentes initiatives de suivi qui n'auraient pas eu lieu sans l'effet stimulant du projet. »

Régime foncier des forêts et entreprises locales



Les communautés forestières indonésiennes aimeraient avoir davantage voix au chapitre dans la gestion de leurs forêts coutumières. Photo: Hwan Ok ma/OIBT

Dans nombre de pays tropicaux, l'État a revendiqué le droit légal de propriété sur les forêts depuis l'époque des colonies, alors même que le droit de propriété coutumier remonte à des siècles, voire des millénaires. Les populations locales sont souvent considérées comme des intrus sur leurs propres terres coutumières et elles ne peuvent pas utiliser la forêt dans la légalité pour améliorer leur mode de vie. Cette situation donne lieu à des conflits, entrave le développement local et freine la GDF.

Reconnaissant l'importance des droits coutumiers et des entreprises forestières à l'échelon local, en 2007, l'OIBT a formé un partenariat avec l'Initiative pour les droits et ressources (RRI), le Gouvernement brésilien et la *Global Alliance of Community Forestry* (GACF) pour organiser la première conférence internationale sur la gestion des forêts et les entreprises forestières communautaires (CFE).

Cette conférence, qui a réuni des décideurs des gouvernements et des chefs de communauté forestière ainsi que des défenseurs originaires des trois régions tropicales, a eu des résultats tangibles. Dans son

sillage, par exemple, le Gouvernement brésilien et des organisations de la société civile ont consenti à élaborer une politique et un programme de foresterie communautaire, qui ont en retour donné lieu à la formation d'un conseil national de la foresterie communautaire ainsi qu'à une série de politiques, programmes et soutiens financiers nouveaux.

Cette conférence a également débouché directement sur une seconde manifestation internationale, en 2009, qui a cette fois-ci été organisée par le Gouvernement camerounais à Yaoundé. Cette rencontre a permis de faire connaître au niveau international, événement rare, le problème du régime foncier des forêts en Afrique centrale et de l'Ouest, un sujet litigieux. Elle a également déclenché des actions favorables à la réforme dans plusieurs pays africains. Par exemple, le Gouvernement de la République du Congo a récemment adopté une loi reconnaissant les droits fonciers des populations forestières autochtones, une première en Afrique centrale. La déclaration publiée au terme de cette conférence a servi de référence pour amorcer une action dans la région.



Un chef tribal s'adresse à un groupe de travail lors de la Conférence de Yaoundé. Photo: A. Sarre/OIBT

À la mi-2010, une troisième conférence internationale, destinée à traiter le régime foncier des forêts, s'est réunie à Lombok (Indonésie), sous l'égide du Gouvernement indonésien. Occasion pour les chefs de communautés forestières délaissées de faire connaître leurs revendications à une tribune internationale, elle a permis aux officiels du Gouvernement indonésien de tendre la main à ces communautés pour engager un dialogue multipartite. Un processus significatif destiné à traiter le régime foncier des forêts est aujourd'hui une possibilité réelle en Indonésie (voir les citations dans la colonne ci-contre).

Ces trois conférences internationales ont aidé à mettre le dossier du régime foncier des forêts sur la scène internationale. L'OIBT a joué un rôle majeur à cet égard, non seulement en aidant à financer les conférences, mais aussi en servant d'intermédiaire entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les communautés.

Les gouvernements qui ont lancé une réforme du régime foncier des forêts savent que la voie ne sera pas facile. C'est néanmoins le chemin à suivre s'ils veulent résoudre les conflits et éliminer la confusion qui règne en matière de propriété, un dossier qui entrave depuis si longtemps le développement forestier durable.



Une session plénière lors de la Conférence de Rio Branco. Photo: A. Sarre/OIBT

« Je propose de rencontrer la société civile au cours des trois à six prochains mois afin de discuter de ce que nous allons faire ensemble. Cette conférence n'est pas la fin; elle est le premier pas. Elle est un cessez-le-feu afin de mettre sur la table les principes sur lesquels nous pouvons trouver un accord. »

Hadi Pasaribu, un haut fonctionnaire du Ministère indonésien de la foresterie à l'issue de la conférence de Lombok

« Au cours des derniers jours, nous avons appris quelques vérités amères qui nous poussent à nous demander comment donc nous pourrions résoudre ces problèmes. Mais la vérité peut nous conduire à la réconciliation. En fait, tant que la vérité ne sera pas connue, il ne saurait y avoir de réconciliation. Il nous faut encore nous libérer de la colonisation. Espérons que le Ministère de la foresterie partage le même sentiment. Le Ministère de la foresterie fait partie du chemin à parcourir. »

Abdon Nababan, représentant d'AMAN, une ONG indonésienne majeure, à l'issue de la Conférence de Lombok

Appui à la formation en Afrique centrale



Des étudiants en foresterie au CRESA de l'Université de Dschang (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*



Le Centre régional d'enseignement spécialisé en agriculture (CRESA), foresterie et bois de l'Université de Dschang (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*



Le CRESA de l'Université de Dschang (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*



Un atelier de menuiserie à l'École forestière de Mbalmayo (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*

L'une des clés qui permettront d'améliorer la gestion des forêts en Afrique centrale tient au développement du socle de compétences. Deux projets de l'OIBT y contribuent de manière substantielle en apportant un soutien aux membres du Réseau des écoles forestières d'Afrique centrale (RIFFEAC).

Dans le cadre d'un premier et modeste projet de l'OIBT, les besoins en formation ont été évalués dans trois concessions forestières au Cameroun, au Gabon et en République du Congo. Ils ont été validés lors d'un atelier régional auquel ont participé des professionnels forestiers des secteurs public et privé, et les données ont été utilisées pour préparer un programme référentiel de formation à la gestion forestière et à la gestion des concessions forestières chez les institutions de formation membres. Le projet a permis d'actualiser les programmes relevant de la gestion forestière et de

former des formateurs aux méthodes pédagogiques appropriées à la formation dans ce domaine.

Le projet a motivé les écoles et instituts de formation, ministères et organismes gouvernementaux qui y ont participé et a aidé les concessionnaires travaillant en Afrique centrale à se mobiliser. Il a rendu le RIFFEAC plus visible, lequel est aujourd'hui reconnu par la Commission en charge des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) au titre de réseau primordial pour la formation à la gestion forestière en Afrique centrale. Formé en 2001, le RIFFEAC, avec l'aide du projet de l'OIBT, est désormais un réseau parapluie qui comprend treize instituts de formation en Afrique centrale.

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 189/03 Rev.1 (I); PD 456/07 Rev.4 (F)	2003-2013	1 349 460 \$EU
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
UICN; Secrétariat du RIFFEAC	Japon; Suisse; États-Unis (première phase)	



Une plantation d'ébène africain (*Diospyros crassifolia*) vieille de 60 ans à l'École forestière de Mbalmayo (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*



Un parterre de semis de wenge (*Millettia laurentii*) à l'École forestière de Mbalmayo (Cameroun). *Photo: François Hiol Hiol/OIBT*

Le succès de ce projet et la capacité qu'il a su créer au sein du RIFFEAC et des institutions nationales de formation ont donné lieu à la préparation d'un autre projet de cinq ans beaucoup plus ambitieux. Ce projet transformateur infrarégional, qui doit commencer à la fin de 2011, va renforcer la capacité des institutions de formation du RIFFEAC afin de former des professionnels de la forêt à l'application des *Directives OIBT-UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois* et à la GDF, réconciliant ainsi la conservation de la biodiversité et le bien-être des collectivités locales.

Nouveaux modes de création de revenus à partir des forêts

L'une des raisons pour lesquelles on continue de défricher les forêts s'explique par le fait que d'autres affectations des sols sont plus profitables que l'utilisation des forêts. Cela dit, les forêts procurent de nombreux services écosystémiques qui sont rarement rémunérés. Or, capter cette valeur en la rémunérant en espèces sonnantes et trébuchantes pourrait aider à réduire la déforestation.

Un projet de l'OIBT démarré en 2000 se propose de tester un modèle alternatif de financement de la GDF dans les vallées San Nicolás en Colombie. Il a été mis en œuvre par la *Regional Autonomous Corporation of Rio Negro* (CORNARE) en coopération avec un organisme de recherche suisse, l'EMPA.

San Nicolás est situé dans la région des hauts plateaux du Centre-Est de la Colombie près de la ville de Medellín. Il s'agit d'une série de vallées pittoresques entrecoupées de montagnes connues pour leur production agricole diversifiée, les services de ses bassins versants et le tourisme. San Nicolás souffre de la pression du développement urbain, de l'expansion des cultures industrielles, d'une gestion forestière médiocre et d'une pauvreté grandissante. Ce projet a exploré de nouvelles sources de financement de la GDF ainsi que la protection des forêts sur une surface de foresterie durable couvrant 72 000 hectares et impliquant jusqu'à 45 000 petits agriculteurs.

Au nombre des sources de revenus envisageables figurent:

- La vente des produits issus des forêts secondaires sous gestion durable.
- La vente de parts environnementales permettant aux entreprises qui les achètent d'obtenir une « reconnaissance environnementale » qu'elles peuvent utiliser dans leurs campagnes publicitaires.
- La vente de réductions certifiées d'émissions à effet de serre provenant du reboisement, d'une déforestation réduite et de la séquestration du carbone.

À l'issue du projet, un plan directeur de 25 ans avait été préparé pour la région, un plan de référence et de suivi avait été élaboré pour la réduction des émissions et autres services écosystémiques - notamment la conservation de la biodiversité et la beauté des



Un agent du projet enseigne les techniques de restauration des forêts à un groupe communautaire.

Photo: CORNARE/OIBT

paysages -, le régime foncier avait été clarifié dans la région, et des centaines d'habitants locaux avaient reçu une formation au reboisement, à l'entrepreneuriat et à la création d'activités artisanales. Le projet a créé un partenariat « MASBOSQUES », auquel participent le secteur privé, les autorités municipales, des organisations d'agriculteurs clés, les institutions de recherche et universitaires pertinentes, des ONG locales et l'Église, en vue de prendre des décisions sur les ressources naturelles et mettre en œuvre le plan d'aménagement. On a résolu toute une série de problèmes techniques et scientifiques sur le potentiel des forêts de montagne de la zone à atténuer les changements climatiques, et on a pris davantage conscience au niveau local de la diversité des options permettant d'accroître ses revenus dans le cadre d'activités durables au plan environnemental.

Cette prise de conscience au niveau local est illustrée de manière émouvante par une histoire qu'a relatée un des coordinateurs du projet, Carmenza Robledo:

« Lors de l'un des premiers ateliers où nous avons parlé du projet, les gens ne comprenaient pas bien ce qu'on entendait par crédits carbone; ils se demandaient si l'on voulait vendre leur oxygène. Lors d'une pause, un agriculteur, Don Marci Julio Trujillo, m'a demandé: "Écoutez, si vous vendez notre air, qu'est-ce que nos enfants vont respirer?" Cette question a montré la marche à suivre aux coordinateurs du projet. Nous nous sommes rendu compte à quel point il était important de faire participer les acteurs locaux à un processus qui permettait à l'ensemble des parties prenantes (y

Numéros des projets	Période	Contribution totale de l'OIBT
PD 54/99 (F) Rev.2 (F); PD 240/03 Rev.1 (F)	2000-2009	1 119 186 \$EU
Responsables de la mise en œuvre	Donateurs	
Autonomous Regional Corporation of Rio Negro-Nare (Colombie); EMPA	Japon; Suisse; États-Unis	



Un paysage typique de la vallée San Nicolás.
Photo: CORNARE/ITTO

compris l'équipe du projet) de comprendre les opportunités d'utiliser des mécanismes destinés à atténuer les changements climatiques ainsi que leurs limites, de même que les préoccupations et les connaissances qu'avait chacun des différents protagonistes. »

« Quelques années plus tard, j'ai rencontré Don Marco Julio lors d'une autre manifestation avec les communautés. Il était devenu un défenseur local très actif du projet et participait à la formulation d'un plan d'aménagement forestier. Il offrait en outre des terres pour les parcelles de mise à l'essai de l'un des régimes agroforestiers que nous avons conçus. Il était en mesure d'expliquer à ses communautés le lien entre le fait de faire croître la forêt et les certificats carbone. Il le faisait avec ses mots à lui. Il expliquait que les systèmes qui procurent de la nourriture et des apports à sa famille et sa communauté sont également importants pour nettoyer l'air, et que des gens dans d'autres pays étaient prêts à rémunérer ce service. »

Le projet a aidé à changer la culture de la prise de décisions relevant des ressources naturelles en créant un espace de dialogue ouvert - appelé « forum régional » - et en mettant en place un mécanisme de prise de décisions - MASBOSQUES - qui soit transparent et responsabilisé. Ces dispositifs demandent du temps et des ressources, mais offrent à la région la meilleure chance d'atteindre des résultats durables et d'avoir accès aux éventuels financements destinés à

l'atténuation des changements climatiques et à d'autres services écosystémiques. Compte tenu de la situation volatile en Colombie (notamment durant la première phase du projet), l'approche inclusive du projet a été essentielle pour obtenir le soutien des parties prenantes.

Au nom des agriculteurs et autres parties prenantes, MASBOSQUES et CORNARE ont depuis négocié avec le Fonds biocarbone de la Banque mondiale et autres investisseurs internationaux au sujet des services de séquestration du carbone dans la région.

« Je pense que le moment est venu de remercier l'ensemble des organisations qui nous ont apporté leur appui - CORNARE, l'OIBT, l'EMPA et le Ministère de l'environnement, car ils soutiennent un projet dont l'humanité tout entière bénéficie, mais qui nous a assuré à nous agriculteurs une source d'alimentation, et nos communautés sont aujourd'hui plus fortes grâce à toutes ces activités. »

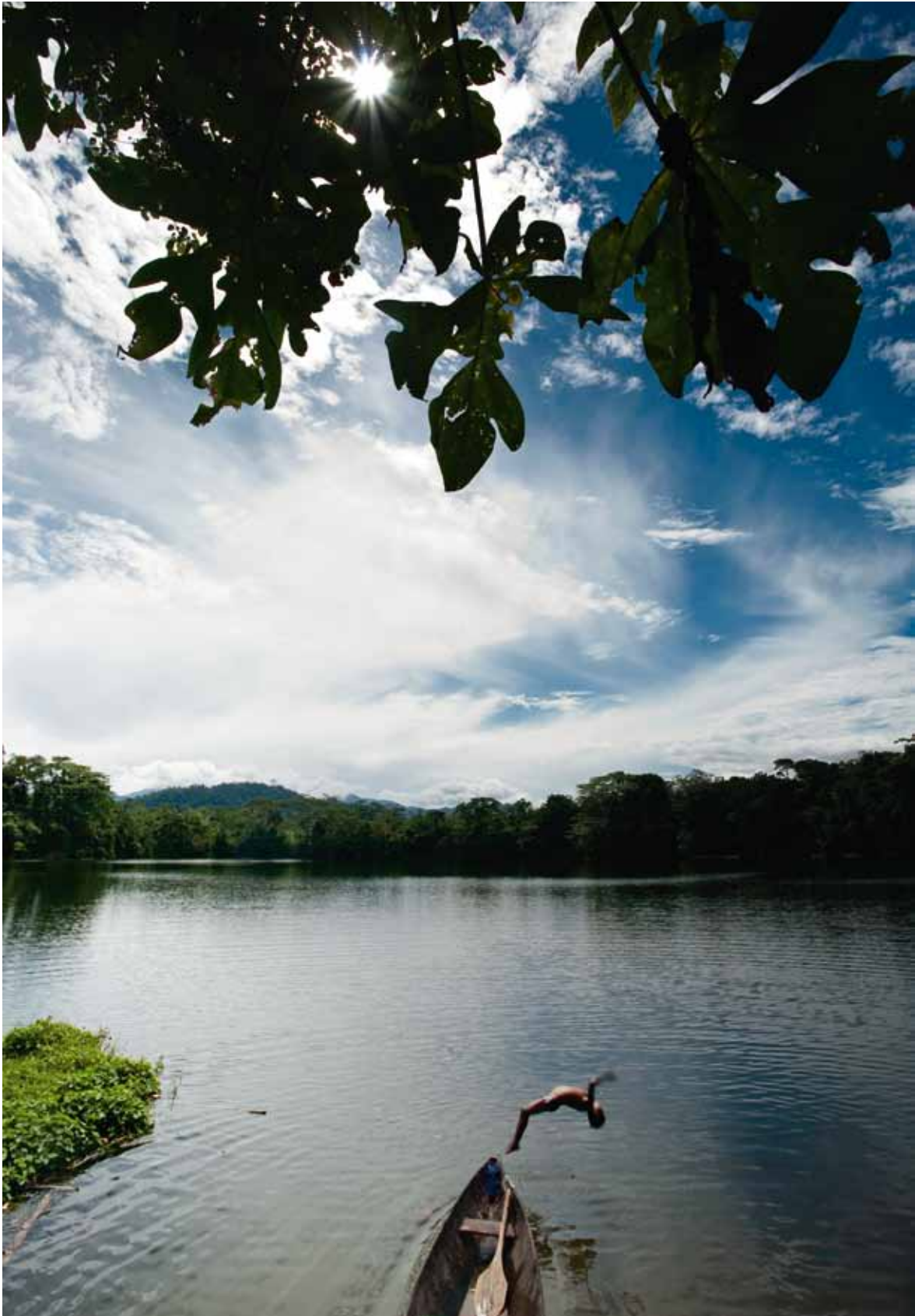
Elisa Buitrago, une agricultrice de la région

« [À travers le projet], CORNARE nous a appris que nous étions dans un corridor écologique. Ils se sont montrés désireux de nous expliquer tout d'abord de quoi il s'agissait et ensuite comment nous devrions travailler pour le protéger, et ils étaient prêts pour cette tâche. »

Jesús Quiroz, un agriculteur de la région

« Les ateliers que nous animons fournissent un appui technique aux travaux communautaires... afin d'améliorer la qualité de vie et, plus important, de remettre en état les terres dégradées, les forêts et de protéger les bassins versants. Et la vérité, c'est que l'environnement s'est amélioré dans El Retiro. »

Juan Alberto Villejas, un agriculteur de la région et l'un des « promoteurs du projet » formé par le projet



Un garçon plonge dans un cours d'eau au sein de la zone transfrontière de conservation de la biodiversité (TBCA) dans la Cordillère du Condor entre l'Équateur et le Pérou. *Photo: Nicolás Kingman*



ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX

International Organizations Center – 5^e étage Pacifico-Yokohama, 1-1-1 Minato Mirai, Nishi-ku, Yokohama 220-0012, Japon

Tél: +81-45-223 1110 Fax: +81-45-223 1111 tfu@itto.int www.itto.int